



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

016093/EU XXIII.GP
Eingelangt am 21/06/07

Bruxelles, le 21.06.2007
COM(2007) 340 final

**AVANT-PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF N° 5
AU BUDGET GÉNÉRAL 2007**

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

(présentée par la Commission)

**AVANT-PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF N° 5
AU BUDGET GÉNÉRAL 2007**

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

Vu

- le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 272,
- le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177,
- le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes¹, modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006² du Conseil, et notamment son article 37,

la Commission européenne présente ci-après à l'autorité budgétaire l'avant-projet de budget rectificatif n° 5 au budget 2007 pour les raisons reprises dans l'exposé des motifs.

¹ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

² JO L 390 du 30.12.2006, p. 1.

Table des matières

1.	Introduction	4
2.	Révision des prévisions relatives aux RPT et aux assiettes TVA et RNB.....	6
3.	Correction britannique de 2003 et correction britannique de 2006.....	8
3.1.	Calcul des corrections	8
3.1.1.	Correction britannique 2006	9
3.1.2.	Correction britannique 2003	10
3.2.	Inscription dans l'APBR n° 5/2007 du premier ajustement de la correction britannique de 2006 et du montant définitif de la correction de 2003	11
3.2.1.	Correction britannique de 2006 (chapitre 15)	11
3.2.2.	Correction britannique de 2003 (chapitre 35)	11

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

L'état général des recettes est transmis séparément au moyen du système SEI-BUD. Une version en anglais de l'état général des recettes est jointe à titre indicatif en annexe budgétaire.

1. INTRODUCTION

L'avant-projet de budget rectificatif n° 5 au budget 2007 (APBR n° 5/2007) couvre les éléments ci-après:

- la révision des prévisions relatives aux ressources propres traditionnelles (RPT, c'est-à-dire les droits de douane, les droits agricoles et les cotisations «sucre»), les assiettes TVA et RNB et la budgétisation des corrections britanniques correspondantes ainsi que de leur financement, qui ont pour effet de modifier la répartition entre États membres de leurs contributions au budget de l'UE au titre des ressources propres;
- le reversement de l'excédent issu du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures;

L'article 7 de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil dispose que «les excédents du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures versés à l'état des recettes du budget sont considérés comme constituant des ressources propres». Ainsi, outre la révision des prévisions sur les ressources propres, le présent APBR n° 5/2007 inscrit un montant de 260 940 125 EUR à la suite du reversement visé à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, du règlement (CE, Euratom) n° 2273/2004 du Conseil³.

Cet excédent est dû au fait que toutes les opérations réalisées en faveur d'un pays tiers ou dans le but de financer des projets dans un pays tiers sont exclues du champ d'application du règlement (CE, Euratom) n° 2728/94 du Conseil du 31 octobre 1994 instituant un Fonds de garantie relatif aux actions extérieures, à partir de la date d'adhésion de ce pays à l'Union européenne. Le montant susmentionné résulte du reversement au budget général du montant correspondant à la mise à disposition de l'encours en principal des engagements pour la Bulgarie et la Roumanie au 1^{er} janvier 2007.

- l'impact des changements intervenus dans le règlement financier en ce qui concerne le volet des recettes.

Les récentes modifications du règlement financier sont toutes entrées en vigueur le 1^{er} mai 2007⁴. En outre, le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 établissant les modalités d'exécution du règlement financier a lui aussi été modifié⁵. Il convient dès lors d'apporter les modifications correspondantes dans l'APBR n° 5/2007.

Trois nouvelles lignes budgétaires (6330, 6331 et 6332) ont été créées pour accueillir les contributions financières des États membres et des autres pays donateurs, y compris, dans les deux cas, de leurs agences publiques et parapubliques, ou des organisations internationales, relatives à certains projets ou programmes d'aide extérieure financés par la Communauté et gérés pour leur compte par la Commission, en vertu de l'acte de base correspondant. Il s'agit

³ Règlement (CE, Euratom) n° 2273/2004 du Conseil du 22 décembre 2004 modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 2728/94 instituant un Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (JO L 396 du 31.12.2004, p. 28-29).

⁴ Règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil du 13 décembre 2006 modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 390 du 30.12.2006, p. 1-26).

⁵ Règlement (CE, Euratom) n° 478/2007 de la Commission du 23 avril 2007 modifiant le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 111 du 28.4.2007, p. 13-45).

d'une conséquence de la nouvelle disposition du point a *bis*) qui a été inséré dans l'article 18, paragraphe 1, du règlement financier.

Certains commentaires budgétaires figurant dans l'état des recettes contiennent des références à des articles du règlement financier qui ont été modifiés, de sorte qu'ils doivent être adaptés en conséquence. Il s'agit d'une mise à jour purement technique qui concerne les articles/postes suivants: 5000, 5001, 522, 6113, 6701, 6702, 6703, 6711, 6712 et 6802.

Le tableau récapitulatif ci-après indique la répartition, entre États membres, de l'ensemble des paiements de ressources propres tels qu'ils ont été inscrits dans le budget 2007, dans le budget rectificatif (BR) n° 1/2007 (qui modifie le budget 2007 afin d'y intégrer les ajustements techniques nécessaires à la suite de la lettre rectificative n° 2/2007, qui n'ont pas pu être pris en considération au cours de la dernière phase de la procédure budgétaire 2007), dans l'avant-projet de budget rectificatif (APBR) n° 2/2007 (qui modifie le BR n° 1/2007 afin de mobiliser le Fonds de solidarité de l'UE à la suite des inondations qui ont touché la Hongrie et la Grèce en mars et avril 2006 et qui modifie la structure du budget de la recherche à la suite de l'adoption du 7^e programme-cadre), dans l'APBR n° 3/2007 (qui modifie l'APBR n° 2/2007 en ce qui concerne les agences), dans l'APBR n° 4/2007 (qui modifie l'APBR n° 3/2007 afin de budgétiser l'excédent, de 1 847,6 millions d'euros, de l'exercice précédent) et dans le présent APBR n° 5/2007.

montants en euros

	Budget 2007, BR 1/2007, APBR 2/2007 et APBR 3/2007 (1)	APBR 4/2007 (2)	APBR 5/2007 (3)	<i>en %</i>	APBR 5/2007 par rapport à APBR 4/2007 (4) = (3) - (2)	APBR 4/2007 par rapport à APBR 3/2007 (4) = (2) - (1)
BE	4 498 323 986	4 446 910 910	4 390 488 352	3,91%	-56 422 558	- 51 413 076
BG	322 612 813	318 651 339	293 143 638	0,26%	-25 507 701	- 3 961 474
CZ	1 216 863 719	1 199 458 884	1 223 785 422	1,09%	+24 326 538	- 17 404 835
DK	2 344 743 747	2 309 042 179	2 266 698 313	2,02%	-42 343 866	- 35 701 569
DE	22 461 580 633	22 095 850 077	22 174 684 364	19,77%	+78 834 287	- 365 730 557
EE	138 567 103	136 596 493	168 181 465	0,15%	+31 584 972	- 1 970 610
IE	1 676 005 781	1 651 304 984	1 635 073 079	1,46%	-16 231 905	- 24 700 796
EL	2 104 756 564	2 072 642 795	2 012 841 276	1,79%	-59 801 519	- 32 113 769
ES	10 828 853 860	10 669 617 389	10 259 967 494	9,15%	-409 649 895	- 159 236 471
FR	18 338 461 530	18 047 137 597	17 558 049 732	15,65%	-489 087 865	- 291 323 932
IT	14 603 278 351	14 371 367 371	14 505 207 714	12,93%	+133 840 343	- 231 910 980
CY	178 627 328	176 289 632	172 731 514	0,15%	-3 558 118	- 2 337 696
LV	188 436 582	185 803 783	194 006 510	0,17%	+8 202 727	- 2 632 799
LT	270 700 006	266 837 405	270 938 730	0,24%	+4 101 325	- 3 862 601
LU	258 243 690	254 133 890	283 183 213	0,25%	+29 049 323	- 4 109 800
HU	928 912 076	915 038 321	916 214 240	0,82%	+1 175 919	- 13 873 755
MT	57 460 366	56 699 730	56 165 063	0,05%	-534 667	- 760 636
NL	6 378 649 329	6 294 174 245	6 282 581 555	5,60%	-11 592 690	- 84 475 084
AT	2 390 769 693	2 349 306 043	2 381 673 253	2,12%	+32 367 210	- 41 463 650
PL	2 747 200 785	2 705 502 259	2 810 883 270	2,51%	+105 381 011	- 41 698 526
PT	1 552 361 077	1 527 960 076	1 469 429 185	1,31%	-58 530 891	- 24 401 001
RO	1 067 905 902	1 051 655 237	1 134 803 437	1,01%	+83 148 200	- 16 250 665
SI	321 017 791	316 200 393	312 679 822	0,28%	-3 520 571	- 4 817 397
SK	461 026 947	453 852 073	512 062 631	0,46%	+58 210 558	- 7 174 874
FI	1 659 737 105	1 633 061 970	1 652 037 445	1,47%	+18 975 475	- 26 675 135
SE	3 022 806 250	2 973 502 645	3 073 512 103	2,74%	+100 009 458	- 49 303 604
UK	14 270 042 046	13 961 715 629	14 168 350 404	12,63%	+206 634 775	- 308 326 417
UE	114 287 945 060	112 440 313 349	112 179 373 224	100%	- 260 940 125	- 1 847 631 711

2. REVISION DES PREVISIONS RELATIVES AUX RPT ET AUX ASSIETTES TVA ET RNB

Conformément aux pratiques établies, la Commission propose de réviser le financement du budget sur la base de prévisions économiques plus récentes, adoptées au cours d'une réunion du comité consultatif des ressources propres (CCRP).

Cette révision concerne les prévisions relatives aux RPT (droits de douane, droits agricoles et cotisations «sucre») à verser au budget en 2007, ainsi que les prévisions relatives aux assiettes TVA et RNB de 2007. Les prévisions figurant dans le budget 2007 (ainsi que dans le BR n° 1/2007 et dans les APBR n°s 2/2007, 3/2007 et 4/2007) ont été établies lors de la 136^e réunion du CCRP, le 19 mai 2006. Les prévisions révisées prises en compte dans le présent APBR n° 5/2007 ont été adoptées lors de la 139^e réunion du CCRP, le 16 mai 2007. L'utilisation de prévisions actualisées des ressources propres rend plus précise la détermination des versements demandés aux États membres pendant l'exercice budgétaire et limite les erreurs de prévision inévitables de l'année précédente.

Par rapport aux prévisions arrêtées en mai 2006, les prévisions adoptées en mai 2007 ont été révisées comme suit:

- les prévisions globales relatives aux droits agricoles nets pour 2007 sont restées quasi inchangées, s'établissant à 1 486,8 millions d'euros (après déduction de 25 % au titre des frais de perception). Seule la ventilation de ces prévisions globales entre États membres a été mise à jour, à l'aide des données les plus récentes disponibles sur les droits agricoles nets perçus en 2006;
- les prévisions globales relatives aux cotisations «sucre» nettes pour 2007 ont été fortement réduites, passant de 533,1 millions à – 37,7 millions d'euros (après déduction des 25 % de frais de perception), notamment après le paiement, en juin 2006, d'un versement plus élevé que nécessaire pour le solde des cotisations 2005/2006. En conséquence, le montant résiduel, à verser en avril 2007 pour ce solde, était finalement négatif (correspondant à un remboursement aux États membres, afin de compenser le versement excessif de l'exercice précédent). Les prévisions globales révisées ainsi que la ventilation de ces prévisions entre les États membres ont été fournies par la DG AGRI;
- le total des droits de douane nets pour 2007 est désormais estimé à 15 083,8 millions d'euros (après déduction des 25 % de frais de perception), ce qui représente une baisse de 1,3 % par rapport aux prévisions de mai 2006, qui étaient de 15 287,9 millions d'euros. Cette diminution est principalement due aux prévisions à la baisse de la moyenne pondérée des droits (1,54 %, contre 1,61 % l'an dernier). Ces prévisions ont été effectuées par État membre, sur la base des taux de croissance prévus pour les importations hors UE publiées le 7 mai 2007 dans les prévisions économiques du printemps 2007 de la DG ECFIN. Ainsi, le total des RPT nettes pour 2007 est désormais estimé à 16 532,9 millions d'euros (après déduction des 25 % de frais de perception), ce qui représente une baisse de 4,5 % (soit de 774,8 millions d'euros) par rapport aux prévisions de mai 2006, qui étaient de 17 307,7 millions d'euros;
- l'assiette TVA totale non écrêtée de l'UE pour 2007 est désormais estimée à 5 713 353,3 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 3,4 % par rapport aux prévisions de mai 2006, qui s'étaient établies à 5 527 693,0 millions d'euros. L'assiette

TVA totale écrêtée de l'UE pour 2007⁶ est désormais estimée à 5 519 105,65 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 3,2 % par rapport aux prévisions de mai 2006, qui s'étaient établies à 5 347 310,9 millions d'euros;

- l'assiette RNB totale de l'UE pour 2007 est quant à elle estimée à 12 040 588,0 millions d'euros, ce qui constitue une hausse de 3,0 % par rapport aux prévisions de mai 2006, qui étaient de 11 694 234,0 millions d'euros.

Les taux de change du 29 décembre 2006 ont été utilisés pour convertir en euros les prévisions des assiettes TVA et RNB libellées en monnaie nationale (pour les treize États membres qui ne font pas partie de la zone euro). On évite ainsi des distorsions puisque ce sont ces taux qui servent à convertir en monnaie nationale les paiements budgétisés de ressources propres exprimés en euros lorsque les montants sont prélevés (comme le prévoit l'article 10, paragraphe 3, du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil).

Les prévisions révisées des RPT (droits de douane, droits agricoles et cotisations «sucre»), des assiettes TVA non écrêtées et des assiettes RNB pour 2007, telles qu'adoptées lors de la 139^e réunion du CCRP le 16 mai 2007, sont exposées dans le tableau ci-après (chiffres arrondis):

Prévisions révisées des RPT et des assiettes TVA et RNB pour 2007 (en millions d'euros)

	Droits agricoles (75 %)	Cotisations «sucre» (75 %)	Droits de douane (75 %)	Assiettes TVA non écrêtées	Assiettes RNB	Assiette TVA écrêtée
BE	16,2	- 4,9	1 580,9	138 293,6	328 116,5	138 293,6
BG	8,9	0,0	40,7	16 206,6	27 560,3	13 780,2
CZ	5,9	8,0	186,9	67 170,4	115 946,8	57 973,4
DK	36,1	- 2,6	286,7	93 824,1	229 315,4	93 824,1
DE	195,6	- 22,0	3 034,6	1 007 267,3	2 387 346,7	1 007 267,3
EE	0,8	17,1	22,6	8 528,4	14 413,2	7 206,6
IE	0,7	- 0,5	216,8	84 338,8	160 630,4	80 315,2
EL	9,7	- 0,9	220,7	118 972,7	202 577,4	101 288,7
ES	51,9	- 1,3	1 247,4	634 969,3	1 015 698,4	507 849,2
FR	111,3	- 20,6	1 269,7	903 323,3	1 848 336,0	903 323,3
IT	153,4	- 7,1	1 505,6	595 885,9	1 512 833,5	595 885,9
CY	3,8	7,5	30,5	12 177,1	14 864,9	7 432,5
LV	1,1	1,6	24,2	10 511,5	18 811,4	9 405,7
LT	2,2	0,0	41,3	12 060,4	26 044,3	12 060,4
LU	0,6	0,0	20,3	16 734,5	29 823,1	14 911,6
HU	4,3	- 0,1	114,8	38 359,4	92 613,4	38 359,4
MT	1,2	0,5	10,1	4 040,5	5 047,3	2 523,7
NL	263,9	- 5,0	1 506,6	268 580,2	550 059,7	268 580,2
AT	3,9	- 2,0	257,2	117 479,1	263 108,8	117 479,1
PL	41,3	- 2,8	266,3	145 342,9	283 485,7	141 742,9
PT	24,7	- 0,2	95,9	94 027,8	152 802,8	76 401,4
RO	26,5	0,0	134,3	47 894,0	113 604,0	47 894,0
SI	0,3	- 0,2	37,8	17 654,8	31 193,6	15 596,8
SK	1,3	2,5	65,7	22 616,8	50 867,4	22 616,8
FI	6,6	- 0,4	134,8	75 868,6	175 537,6	75 868,6
SE	17,5	- 1,0	406,1	143 333,1	332 202,6	143 333,1
UK	497,1	- 3,3	2 325,3	1 017 892,2	2 057 746,8	1 017 892,2
UE	1 486,8	- 37,7	15 083,8	5 713 353,3	12 040 588,0	5 519 105,7

⁶ Conformément à la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, si l'assiette TVA d'un État membre dépasse 50 % de son RNB, elle est écrêtée à hauteur de ces 50 %. Pour l'APBR n° 5/2007, treize États membres verront leur assiette TVA écrêtée à 50 % du RNB, à savoir la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, Chypre, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, la Pologne, le Portugal et la Slovénie.

3. CORRECTION BRITANNIQUE DE 2003 ET CORRECTION BRITANNIQUE DE 2006

La correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni (correction britannique) qu'il convient de budgétiser dans le présent APBR concerne deux exercices: 2003 et 2006. Comme la correction britannique d'une année donnée doit se financer lors de l'exercice suivant, les 27 États membres participent au financement de la correction britannique de 2006. Le financement de la correction de 2003 ne concerne quant à lui que les 25 pays qui étaient membres en 2004.

La correction britannique pour 2003 et celle pour 2006 relèvent toutes deux des dispositions de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil et du document de travail qui l'accompagne, le Mode de calcul de 2000⁷.

Conformément aux dispositions susmentionnées, les «gains exceptionnels» nets du Royaume-Uni résultant de l'augmentation, à partir de 2001, du pourcentage de RPT retenu par les États membres à titre de compensation pour leurs frais de perception sont neutralisés dans le calcul de la correction britannique, ainsi que les dépenses de préadhésion effectuées en crédits pour paiements concernant l'année qui a précédé l'élargissement. Il sera procédé au même ajustement pour les dépenses de préadhésion à l'occasion de chaque futur élargissement de l'Union.

En outre, la part de l'Autriche, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède dans le financement de la correction britannique est ramenée à un quart par rapport à sa part normale. Cette réduction est financée par les autres États membres, à l'exclusion du Royaume-Uni. Ces règles de financement ont une incidence sur le taux uniforme d'appel de la TVA, qui correspond à la différence entre le taux d'appel maximal (0,50 % de l'assiette TVA écrêtée) et le taux gelé (dont le calcul repose sur la correction britannique de 2006).

La différence entre la correction britannique de 2003 (montant définitif) et le montant budgétisé précédemment (en 2004) ainsi que le résultat du nouveau calcul global du financement du montant total de la correction de 2003 sur la base des données les plus récentes pour 2004 sont inscrits au chapitre 35 du budget, sans aucune incidence sur le taux uniforme d'appel de la TVA.

Le montant du premier ajustement de la correction britannique de 2006 est inscrit au chapitre 15 de l'APBR n° 5/2007, à la place du montant provisoire de la correction britannique de 2006 inscrit au chapitre 15 du budget 2007.

3.1. Calcul des corrections

Le présent APBR contient le calcul et le financement du premier ajustement de la correction britannique de 2006, ainsi que du montant définitif de la correction britannique de 2003.

⁷ Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes, disponible à l'adresse suivante: http://europa.eu.int/eur-lex/pri/fr/oj/dat/2000/l_253/l_25320001007fr00420046.pdf

Document de travail de la Commission du 21 septembre 2000 concernant le mode de calcul, le financement, le versement et la budgétisation de la correction des déséquilibres budgétaires conformément aux articles 4 et 5 de la décision [2000/597] du Conseil relative au système des ressources propres de l'UE, dénommé *Mode de calcul de 2000* et disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/budget/library/documents/revenue_expenditure/own_resources/calc_own_res_fr.pdf

En ce qui concerne les corrections britanniques de 2004 et 2005, la Commission proposera - conformément au Mode de calcul de 2000 - de budgétiser un ajustement s'il diffère sensiblement du calcul correspondant budgétisé précédemment. Selon les calculs actuels de la Commission, le montant des corrections britanniques de 2004 et 2005 n'est pas sensiblement différent, respectivement, du deuxième ajustement de la correction de 2004 et du premier ajustement de la correction de 2005, qui figurent tous deux dans le BR n° 4/2006. En conséquence, aucun ajustement n'est proposé aux fins d'une budgétisation dans le présent APBR n° 5/2007.

3.1.1. Correction britannique 2006

Le tableau ci-dessous résume les différences entre le montant provisoire de la correction britannique de 2006 figurant dans le budget 2007 et le premier ajustement de la correction britannique de 2006 à inscrire dans l'APBR n° 5/2007.

Correction britannique 2006		Montant provisoire Budget 2007	1^{er} ajustement APBR 5/2007	Différence
(1)	Part du Royaume-Uni dans l'assiette TVA non écrêtée indicative	17,5894%	17,6888%	+ 0,0994%
(2)	Part du Royaume-Uni dans le total des dépenses réparties, compte tenu des dépenses de préadhésion	8,6985%	8,6868%	- 0,0117%
(3)	= (1) - (2)	8,8909%	9,0020%	+ 0,1111%
(4)	Total des dépenses réparties	100 442 931 519	96 930 892 220	- 3 512 039 299
(5)	Dépenses de préadhésion	1 815 757 317	1 837 927 773	+ 22 170 456
(6)	Dépenses réparties totales tenant compte des dépenses de préadhésion = (4) - (5)	98 627 174 202	95 092 964 446	- 3 534 209 756
(7)	Montant initial de la correction britannique = (3) x (6) x 0,66	5 787 446 312	5 649 772 605	- 137 673 707
(8)	Avantage du Royaume-Uni	528 700 814	339 974 729	- 188 726 085
(9)	Correction de base en faveur du Royaume-Uni = (7) - (8)	5 258 745 498	5 309 797 876	+ 51 052 377
(10)	Gains exceptionnels provenant des RPT	7 542 868	- 21 571 097	- 29 113 965
(11)	Correction britannique = (9) - (10)	5 251 202 631	5 331 368 973	+ 80 166 342

Le premier ajustement de la correction britannique de 2006 est supérieur de 80,2 millions d'euros au montant provisoire de la correction de 2006 figurant dans le budget 2007.

3.1.2. Correction britannique 2003

Le tableau ci-dessous résume les différences entre le premier ajustement de la correction britannique de 2003 figurant dans le BR n° 8/2004 et le montant définitif de la correction britannique de 2003 à inscrire dans l'APBR n° 5/2007.

Correction britannique 2003		1^{er} ajustement BR 8/2004	Montant définitif APBR 5/2007	Différence
(1)	Part du Royaume-Uni dans l'assiette TVA non écrêtée indicative	18,4963%	18,4058%	- 0,0905%
(2)	Part du Royaume-Uni dans le total des dépenses réparties, compte tenu des dépenses de préadhésion	7,6761%	7,5941%	- 0,0820%
(3)	= (1) - (2)	10,8202%	10,8117%	- 0,0085%
(4)	Total des dépenses réparties	82 025 811 437	81 204 065 722	- 821 745 715
(5)	Dépenses de préadhésion	0	0	+ 0
(6)	Dépenses réparties totales tenant compte des dépenses de préadhésion = (4) - (5)	82 025 811 437	81 204 065 722	- 821 745 715
(7)	Montant initial de la correction britannique = (3) x (6) x 0,66	5 857 732 062	5 794 476 156	- 63 255 907
(8)	Avantage du Royaume-Uni	447 826 886	489 158 724	+ 41 331 838
(9)	Correction de base en faveur du Royaume-Uni = (7) - (8)	5 409 905 176	5 305 317 431	- 104 587 745
(10)	Gains exceptionnels provenant des RPT	18 346 139	20 223 422	+ 1 877 283
(11)	Correction britannique = (9) - (10)	5 391 559 038	5 285 094 010	- 106 465 028

Le montant définitif de la correction britannique de 2003 est inférieur de 106,5 millions d'euros au premier ajustement de la correction de 2003 figurant dans le BR n° 8/2004. Cette différence est due à l'effet combiné de cinq facteurs, qui peuvent être mesurés comme suit:

- la diminution de la part du Royaume-Uni dans l'assiette TVA non écrêtée réduit la correction britannique de 2003 d'environ 49,0 millions d'euros;
- la baisse de la part du Royaume-Uni dans le total des dépenses réparties tenant compte des dépenses de préadhésion augmente la correction britannique de 2003 d'environ 44,4 millions d'euros;
- la baisse du total des dépenses réparties tenant compte des dépenses de préadhésion diminue la correction britannique de 2003 d'environ 58,7 millions d'euros;
- la hausse de ce qu'on appelle l'«avantage du Royaume-Uni» réduit de 41,3 millions d'euros le montant de la correction de 2003;
- l'augmentation de ce qu'on appelle les «gains exceptionnels provenant des RPT» diminue de 1,9 million d'euros la correction britannique de 2003.

3.2. Inscription dans l'APBR n° 5/2007 du premier ajustement de la correction britannique de 2006 et du montant définitif de la correction de 2003

3.2.1. Correction britannique de 2006 (chapitre 15)

Le montant de la correction britannique à budgétiser au chapitre 15 du présent APBR n° 5/2007 est le montant du premier ajustement de la correction britannique de 2006 (soit une somme de 5 331 368 973 EUR, qui remplace le montant de 5 251 202 631 EUR inscrit dans le budget 2007).

Ce montant doit être financé en fonction des assiettes RNB 2007 révisées du présent APBR n° 5/2007. La budgétisation de ce montant au chapitre 15 est récapitulée ci-dessous

Correction britannique 2006 chapitre 15			
BE	247 212 185	LU	22 469 561
BG	20 764 704	HU	69 777 536
CZ	87 357 575	MT	3 802 778
DK	172 772 662	NL	73 440 295
DE	318 742 577	AT	35 128 529
EE	10 859 310	PL	213 586 087
IE	121 023 454	PT	115 125 921
EL	152 627 502	RO	85 592 444
ES	765 255 697	SI	23 502 134
FR	1 392 588 247	SK	38 324 928
IT	1 139 811 242	FI	132 254 957
CY	11 199 633	SE	44 353 471
LV	14 173 037	UK	-5 331 368 973
LT	19 622 507	Total	0

3.2.2. Correction britannique de 2003 (chapitre 35)

Le financement du montant définitif de la correction britannique de 2003 est inscrit au chapitre 35 du présent APBR n° 5/2007 en fonction des assiettes RNB (et TVA) de 2004⁸ telles qu'elles étaient connues à la fin de 2006. Le montant budgétisé au chapitre 35 comprend les éléments suivants:

- l'ajustement concernant l'effet direct, c'est-à-dire la différence entre ce que devrait verser chaque État membre pour le montant définitif de la correction britannique de 2003 (en fonction des assiettes RNB de 2004⁹ telles qu'elles étaient connues à la fin de 2006) et les montants correspondants budgétisés précédemment (à savoir les paiements pour le financement du premier ajustement de la correction britannique de 2003 budgétisés dans le BR n° 8/2004);

⁸ Réduites d'un tiers pour les dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004.

⁹ Réduites d'un tiers pour les dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004.

- l'ajustement concernant l'effet indirect, c'est-à-dire la différence entre l'impact implicite, sur les versements TVA et RNB des États membres, du montant définitif de la correction britannique de 2003 (en fonction des assiettes TVA et RNB de 2004¹⁰ telles qu'elles étaient connues à la fin de 2006) et l'impact implicite¹¹, sur les versements TVA et RNB des États membres, du premier ajustement de la correction britannique de 2003 dans le BR n° 8/2004 (en fonction des assiettes TVA et RNB de 2004¹² dans le BR n° 8/2004).

¹⁰ Réduites d'un tiers pour les dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004.

¹¹ En raison de l'effet de la correction britannique sur le taux uniforme d'appel de la TVA (réduit par le «taux gelé») et donc aussi sur le taux uniforme d'appel du RNB (augmenté pour compenser les versements de TVA réduits).

¹² Réduites d'un tiers pour les dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1^{er} mai 2004.

Le financement du montant définitif de la correction britannique de 2003 au chapitre 35 du présent APBR n° 5/2007 est résumé ci-dessous:

	Montant définitif (effet direct en fonction des assiettes RNB de 2004 telles que connues fin 2006)	1 ^{er} ajustement (effet direct budgétisé dans le BR 8/2004, c.-à-d. en fonction des assiettes RNB de 2004 du BR 8/2004)	Ajustement effet direct (3) = (1) - (2)	Montant définitif (effet indirect sur les contributions TVA/RNB au budget 2004 à la suite du nouveau calcul de fin 2006)	2 ^e ajustement (effet indirect sur les contributions TVA/RNB dans le BR 8/2004)	Ajustement effet indirect (6) = (4) - (5)	TOTAL (à budgétiser au chapitre 35 de l'APBR 5/2007) (7) = (3) + (6)
BE	265 454 902	271 066 206	- 5 611 304	+ 25 838 240	+ 34 980 590	- 9 142 350	- 14 753 654
BG	---	---	---	---	---	---	---
CZ	49 540 058	50 571 316	- 1 031 258	- 5 048 512	- 4 471 649	- 576 863	- 1 608 121
DK	177 715 503	185 072 230	- 7 356 727	+ 25 800 355	+ 28 450 374	- 2 650 019	- 10 006 747
DE	341 499 660	355 741 366	- 14 241 706	+ 100 090 843	+ 110 399 264	- 10 308 421	- 24 550 127
EE	5 355 013	4 929 651	+ 425 362	- 545 717	- 435 893	- 109 824	+ 315 538
IE	113 359 419	113 194 720	+ 164 699	- 11 552 196	- 10 008 976	- 1 543 220	- 1 378 521
EL	152 756 186	157 940 375	- 5 184 189	- 15 567 029	- 13 965 504	- 1 601 525	- 6 785 714
ES	748 626 345	752 373 534	- 3 747 189	- 76 290 776	- 66 526 851	- 9 763 925	- 13 511 113
FR	1 510 366 341	1 545 977 063	- 35 610 722	- 65 397 186	- 35 300 335	- 30 096 851	- 65 707 572
IT	1 249 116 533	1 279 773 409	- 30 656 876	+ 184 976 832	+ 130 952 957	+ 54 023 874	+ 23 366 998
CY	7 336 503	7 695 268	- 358 765	- 747 646	- 680 436	- 67 210	- 425 975
LV	6 624 206	6 101 026	+ 523 180	+ 639 662	+ 288 078	+ 351 584	+ 874 764
LT	10 740 845	10 884 455	- 143 611	+ 866 191	+ 204 186	+ 662 005	+ 518 395
LU	20 091 572	21 172 445	- 1 080 873	- 2 047 486	- 1 872 123	- 175 362	- 1 256 235
HU	46 474 216	46 817 389	- 343 173	+ 1 679 807	- 4 139 717	+ 5 819 524	+ 5 476 350
MT	2 598 322	2 819 539	- 221 217	- 264 789	- 249 311	- 15 478	- 236 695
NL	78 108 086	75 423 495	+ 2 684 591	- 6 046 763	- 22 329 988	+ 16 283 225	+ 18 967 817
AT	36 285 794	37 537 166	- 1 251 372	+ 6 430 954	- 2 694 754	+ 9 125 708	+ 7 874 336
PL	117 499 649	116 389 760	+ 1 109 889	- 10 411 978	- 10 291 490	- 120 489	+ 989 400
PT	127 114 878	126 607 709	+ 507 169	- 12 953 983	- 11 194 987	- 1 758 995	- 1 251 826
RO	---	---	---	---	---	---	---
SI	15 618 800	16 342 578	- 723 778	- 1 591 676	- 1 445 054	- 146 622	- 870 400
SK	20 363 761	20 235 562	+ 128 198	+ 2 696 545	+ 3 138 878	+ 2 382 667	+ 2 510 865
FI	138 679 572	141 167 543	- 2 487 971	+ 9 591 269	+ 7 322 207	+ 2 269 061	- 218 910
SE	43 767 846	45 725 232	- 1 957 386	+ 14 611 995	+ 15 008 514	- 396 520	- 2 353 906
UK	-5 285 094 010	-5 391 559 038	+ 106 465 028	- 164 756 955	- 142 312 980	- 22 443 975	+ 84 021 053
Total	0	0	0	0	0	0	0